

DOCUMENT D'INFORMATION SUR

LA ROUMANIE

Juillet 2007

Direction des recherches
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada

Avertissement

Le présent document a été préparé par la Direction des recherches de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada à l'aide de renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les informations présentées sont référencées. Le document ne prétend pas faire le traitement exhaustif du pays étudié, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande d'asile particulière. Pour toute information sur les événements récents, veuillez communiquer avec la Direction des recherches.

Recherche achevée le 10 juillet 2007

TABLE DES MATIÈRES

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

2. CONTEXTE POLITIQUE

3. PARTIS POLITIQUES

4. GROUPES ARMÉS ET AUTRES ACTEURS NON ÉTATIQUES

5. PERSPECTIVES D'AVENIR

NOTES DE FIN DE DOCUMENT

RÉFÉRENCES

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Nom officiel

Roumanie

Géographie

La Roumanie est située dans le Sud-Est de l'Europe. Le pays, constitué de montagnes et de plaines, a une superficie totale de 237 500 km². Les pays limitrophes de la Roumanie sont l'Ukraine au nord, la Hongrie au nord-ouest, la Serbie au sud-ouest, la Bulgarie au sud, et la Moldavie à l'est. Sa côte sud-est est baignée par la mer Noire. La Roumanie reçoit une quantité modérée de précipitations et ses hivers sont froids et ses étés chauds; toutefois, le climat est tempéré dans l'extrême Sud-Est.

Population et densité

Population : 22 276 056 (juillet 2007).

Densité : 90,9 hab./km² (juin 2004).

Principales villes et population (en juin 2003)

Bucuresti (Bucarest, capitale) 1 929 615; Iasi 313 444; Constanta 309 965; Timisoara 308 019; Craiova 300 843; Galati 300 211; Cluj-Napoca 294 906; Brasov 286 371; Ploiesti 236 724; Braila 221 369.

Langues

Le roumain est la langue officielle. Le hongrois et l'allemand sont aussi parlés.

Religions

Orthodoxes de l'Est 86,8 %; protestants 7,5 %; catholiques 4,7 %; autres (en majorité des musulmans) et non précisés 0,9 %; aucune 0,1 %.

Groupes ethniques

Roumains 89,5 %; Hongrois 6,6 %; Roms 2,5 %; Ukrainiens 0,3 %; Allemands 0,3 %; Russes 0,2 %; Turcs 0,2 %; autres 0,4 %.

Démographie (à moins d'indication contraire, estimation de 2007)

Taux de croissance démographique : - 0,127 %.

Taux de mortalité infantile : 24,6 décès/1 000 naissances vivantes.

Espérance de vie à la naissance : 71,91 ans.

Taux de fécondité : 1,38 enfant né/femme.

Taux d'alphabétisation : 98,4 % des personnes de 15 ans ou plus savent lire et écrire (estimation de 2003).

Devise

Nouveau leu roumain (RON)ⁱ

ⁱ Le nouveau leu roumain (RON) a été lancé le 1^{er} juillet 2005 pour remplacer le leu roumain (ROL) (PHW 2007, 1006). 1,00 RON = 10 000,00 ROL (XE.com 10 juill. 2007)

2,20 nouveaux leux = 1,00 dollar canadien¹

Fêtes nationales

2006 : 1^{er} et 2 janvier (Nouvel An), 6 janvier (Épiphanie), 23 et 24 avril (Pâques orthodoxe), 1^{er} mai (fête du Travail), 1^{er} décembre (Fête nationale), 25 et 26 décembre (Noël).

2007 : 1^{er} et 2 janvier (Nouvel An), 6 janvier (Épiphanie), 1^{er} mai (fête du Travail), 8 et 9 avril (Pâques orthodoxe), 1^{er} décembre (Fête nationale), 25 et 26 décembre (Noël).

Chef de l'État :

Le président Traian Basescu (depuis décembre 2004).

Chef du gouvernement :

Le premier ministre Calin Popescu-Tariceanu (depuis décembre 2004).

Forme de gouvernement

La Roumanie est une république. Le président qui est le chef de l'État est élu au suffrage universel direct pour un mandat de cinq ans renouvelable seulement une fois. Le président nomme le premier ministre après accord du Parlement. Le premier ministre nomme ensuite les membres du cabinet, ou Conseil des ministres.

Structure législative

Le Parlement fédéral est constitué de deux chambres. Le mandat des sénateurs (137 sièges) et des députés (332 sièges) est de quatre ans. La répartition des sièges se fait à la proportionnelle en fonction des résultats des élections. Il existe un seuil minimum à atteindre pour qu'un parti obtienne des sièges (par exemple 5 % pour un parti seul et 8 % pour les alliances de deux partis). En outre, 18 sièges de la Chambre sont réservés aux groupes minoritaires qui n'obtiennent pas ce minimum.

Divisions administratives

La Roumanie compte 41 comtés et 1 municipalité.

Comtés : Alba, Arad, Arges, Bacau, Bihor, Bistrita-Nasaud, Botosani, Braila, Brasov, Buzau, Calarasi, Caras-Severin, Cluj, Constanta, Covasna, Dimbovita, Dolj, Galati, Gorj, Giurgiu, Harghita, Hunedoara, Ialomita, Iasi, Ilfov, Maramures, Mehedinti, Mures, Neamt, Olt, Prahova, Salaj, Satu Mare, Sibiu, Suceava, Teleorman, Timis, Tulcea, Vaslui, Vilcea, et Vrancea.

Municipalité : Bucuresti (Bucarest).

Système judiciaire

La justice est servie par une Cour constitutionnelle, qui se penche sur la constitutionnalité des lois; un système de juridiction inférieure constitué de tribunaux municipaux et de comté; une cour d'appel et une Haute Cour de cassation et de justice.

Le président, le Sénat et la Chambre des députés choisissent chacun trois des neuf membres de la Cour constitutionnelle pour des mandats de neuf ans. Cette cour prend des décisions concernant la constitutionnalité des lois, des traités et des ordonnances. Elle valide en outre le résultat des élections et elle veille au respect des règles parlementaires.

La Haute Cour de cassation et de justice s'assure que les lois sont interprétées de manière cohérente et que les décisions rendues par les tribunaux inférieurs sont respectées. Cette cour compte neuf juges nommés par le président et le Conseil supérieur de la magistrature (composé du ministre de la Justice, du procureur général, de 2 représentants nommés par le Sénat et de 14 juges et procureurs élus par leurs pairs). Les juges des tribunaux inférieurs sont également choisis de cette façon.

La Roumanie ne fait pas appel aux jurés. Les juges sont les seuls décideurs dans une cour de justice.

Élections

En Roumanie, les membres du Sénat et de la Chambre des députés sont élus par les personnes de 18 ans ou plus au suffrage universel. Les groupes minoritaires se voient attribuer 18 des 469 sièges (137 au Sénat et 332 à la Chambre des députés). Les plus récentes élections ont eu lieu le 28 novembre 2004. Voici le résultat de ces élections :

Sénat :

Parti social démocrate (Partidul Social Democrat — PSD) 44 sièges, Parti national libéral (Partidul National Liberal — PNL) 30 sièges, Parti démocratique (Partidul Democrat — PD) 20 sièges, Parti de la Grande Roumanie (Partidul Romania Mare — PRM) 20 sièges, Parti humaniste de Roumanie (Partidul Umanist din Romania — PUR) 11 sièges, Union démocratique des Hongrois de Roumanie (Uniunea Democrata a Maghiarilor din Romania — UDMR) 10 sièges, candidats indépendants 2 sièges.

Chambre des députés :

Parti social démocrate (Partidul Social Democrat — PSD) 111 sièges, Parti national libéral (Partidul National Liberal — PNL) 66 sièges, Parti démocratique (Partidul Democrat — PD) 45 sièges, Parti de la Grande Roumanie (Partidul Romania Mare — PRM) 34 sièges, Union démocratique des Hongrois de Roumanie (Uniunea Democrata a Maghiarilor din Romania — UDMR) 22 sièges, Parti humaniste de Roumanie (Partidul Umanist din Romania — PUR) 20 sièges, ex-PRM (groupe Ciontu) 12 sièges, Parti de l'initiative nationale (groupe Gusa) (Partidului Initiative Nationala — PIN) 3 sièges, candidat indépendant 1 siège, minorités ethniques 18 sièges.

Les élections présidentielles et législatives sont indépendantes l'une de l'autre, bien qu'elles aient été tenues simultanément en 2004. Les prochaines élections législatives doivent avoir lieu le 28 novembre 2008 et le premier tour des élections présidentielles aura lieu le 28 novembre 2009.

Défense

En octobre 2006, le service militaire est devenu volontaire. Le service est effectué sous contrat. Le premier engagement dure cinq ans et est suivi d'engagements successifs de trois ans.

En novembre 2006, les forces actives comptaient 69 600 membres :

| | |
|------------------|------------------|
| Armée de terre : | 41 300 personnes |
| Marine : | 7 300 personnes |
| Armée de l'air : | 10 500 personnes |

En novembre 2006, la Roumanie comptait également 22 900 gardes-frontières et un nombre de gendarmes estimé à 57 000. En 2006, le budget 2007 pour la défense était de 2,8 milliards US (2,9 milliards CAN)².

Médias

L'article 30 de la constitution du 8 décembre 1991 (modifiée le 29 octobre 2003) garantit la liberté d'expression et de presse, mais elle interdit également [traduction] « les propos diffamatoires sur le pays ».

Les principales agences de presse roumaines sont : Mediafax (secteur privé) et Agentia nationala de presa (Rompres) (gouvernementale).

En 2003, il y avait 69 quotidiens en Roumanie. Les journaux en roumain ayant un grand tirage sont : *Adevarul (La Vérité)*, *Cotidianul (Le Quotidien)*, *Evenimentul Zilei (L'Événement du jour)*, *Libertatea (Liberté)*, *Romania Libera (Roumanie libre)*.

En 2000, il y avait environ 8,5 millions de téléviseurs.

En 2004, il y avait environ 4,4 millions de lignes téléphoniques en service, 10,2 millions d'abonnés au téléphone cellulaire, 4,5 millions d'utilisateurs d'Internet et 2,5 millions d'ordinateurs personnels.

Indice du développement humain (IDH) des Nations Unies et rang du paysⁱⁱ

Valeur : 0,805/1 (2004).

Rang : 60^e sur 177 pays (2004).

Indicateur des disparités entre les sexes dans le développement humain (IDSDH) des Nations Unies et rang du paysⁱⁱⁱ

Valeur : 0,804/1 (2004).

Rang : 49^e sur 136 pays (2004).

ⁱⁱ L'IDH est une mesure composite du développement humain dans un pays, fondée sur l'espérance de vie, les niveaux d'alphabétisation et d'instruction de même que le niveau de vie. Les valeurs sont les suivantes : 0,800 et plus (développement humain élevé), 0,500-0,799 (développement humain moyen) et 0,500 et moins (indice de développement humain faible). Les pays sont classés par ordre décroissant en fonction de leur valeur de l'IDH.

ⁱⁱⁱ L'IDSDH redresse le classement de l'IDH pour tenir compte des inégalités entre les hommes et les femmes.

Population sous le seuil de la pauvreté

25 % (estimation de 2005).

Indice de perception de la corruption (IPC) de Transparency International^{iv}

Valeur : 3,1/10 (2006).

Rang : 84^e sur 163 pays sondés (2006).

Baromètre mondial de la corruption (BMC) de Transparency International^v

Partis politiques 4,1; parlement/pouvoir législatif 4,0; affaires/secteur privé 4,0; police 3,6; système judiciaire 3,9; médias 2,9; impôts 2,2; services médicaux 3,8; système éducatif 3,2; armée 2,5; services publics 2,3; services d'enregistrement et de délivrance d'autorisations 2,8; ONG 2,9; corps religieux 2,3.

[Information compilée à partir de : BBC 21 mai 2007; *ibid.* 19 avr. 2007a; *ibid.* 19 avr. 2007b; Europa World Online s.d.; Europa 2006 10 juin 2006; IFES ElectionGuide s.d.; Mediafax 24 oct. 2006; PHW 2007 oct. 2006; RFE/RL 23 oct. 2006; Roumanie 29 oct. 2003; Transparency International (TI) 7 déc. 2006; *ibid.* 6 nov. 2006; Nations Unies 2006; É.-U. 17 avr. 2007; *ibid.* déc. 2006]

2. CONTEXTE POLITIQUE

En 1989, la Roumanie a été le théâtre d'une révolution lorsque le régime communiste, au pouvoir depuis trois décennies, a été renversé³. Le 22 décembre, le Front du salut national (Frontul Salvării Nationale — FSN) a formé un gouvernement provisoire; toutefois, après des critiques de la part du public, il a formé un gouvernement de coalition avec 29 autres groupes jusqu'à la tenue des élections en février 2000⁴. La Roumanie a cheminé vers le pluralisme politique et une économie de marché⁵. Au cours des années 1990, la Roumanie a connu des difficultés économiques et l'inflation, des conflits de travail et des troubles ethniques; en outre, en octobre 2000, son gouvernement était marqué par [traduction] « une instabilité persistante au sein de la coalition (quatre premiers ministres en quatre ans), la dégradation de l'économie et une corruption apparemment constante »⁶.

Une nouvelle constitution a été approuvée et ratifiée en 1991⁷. Après les élections de 2000, le gouvernement de Roumanie a connu une certaine stabilité et l'économie a semblé s'améliorer⁸. En novembre 2002, la Roumanie a été officiellement invitée à se joindre à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (admise en mars 2004)⁹. En octobre 2003, la constitution a été modifiée afin de garantir les droits des minorités

^{iv} L'IPC de Transparency International repose sur des données d'enquête composites provenant de 16 enquêtes par sondage et de 10 institutions indépendantes. Les données reflètent les perceptions des gens d'affaires résidents et non résidents et des analystes du pays. Les notes varient de 0 (très corrompu) à 10 (très intègre). En fonction de leur note, les pays sont classés par ordre du pays le moins corrompu (1) au pays le plus corrompu (159).

^v Le BMC de Transparency International est un sondage d'opinion utilisé pour évaluer la perception de la population au regard de la corruption dans leur propre État.

ethniques et le droit à la propriété et de freiner le pouvoir exécutif, dans le but de tenter de se conformer aux normes de l'Union européenne (UE)¹⁰.

Une nouvelle coalition a été élue en 2004¹¹. Ensemble, les nouveaux président et premier ministre, Traian Basescu et Calin Popescu-Tariceanu, ont fait le vœu de faire tous les changements nécessaires à l'adhésion à l'UE¹². M. Basescu a en particulier promis de faire de la Roumanie [traduction] « une vraie démocratie »¹³. En 2005, des réformes législatives ont été adoptées et en 2006, une campagne anticorruption a été lancée au Parlement, qui a entraîné l'ouverture d'enquêtes sur un certain nombre de politiciens¹⁴. Malgré certains doutes de la Communauté européenne quant aux progrès réalisés en Roumanie en ce qui concerne l'adoption de la réforme judiciaire, la lutte contre la corruption et le crime organisé et l'amélioration des droits de la personne, la Roumanie est devenue membre de l'UE en janvier 2007¹⁵.

Après l'adhésion de la Roumanie à l'UE, le gouvernement minoritaire de Roumanie a connu des luttes intestines qui ont [traduction] « plongé le gouvernement dans la crise »¹⁶. Les luttes ont donné lieu à l'éclatement des alliances entre partis, y compris celle du Parti national libéral (Partidul National Liberal — PNL) en décembre 2006¹⁷. Après des mois de luttes entre le président et le premier ministre, le Parlement a suspendu le président Basescu le 19 avril 2007¹⁸. Il a été accusé d'avoir [traduction] « violé plusieurs fois la constitution », même si la Cour constitutionnelle n'a relevé aucune violation d'importance¹⁹. Un référendum sur la destitution du président a eu lieu le 19 mai 2007²⁰; le taux de participation était de 44 p. 100, et 74 p. 100 des votes allaient contre la destitution du président Basescu²¹. La presse roumaine a interprété le résultat de ce vote comme un appui de la population aux réformes politiques du président Basescu²².

3. PARTIS POLITIQUES

Coalition au pouvoir

Alianta Dreptate si Adevar ou ADA (Alliance justice et vérité)

L'ADA a été créée en novembre 2003 et elle était composée à l'époque du Parti national libéral (Partidul National Liberal — PNL) et du Parti démocratique (Partidul Democrat — PD)²³. Le candidat de l'ADA, Traian Basescu, a été élu président aux élections présidentielles de 2004²⁴.

Aux élections législatives, également tenues en 2004, l'ADA a obtenu environ 32 p. 100 des votes, se classant ainsi au deuxième rang derrière une autre coalition, l'Union nationale (Uniunea Nationala — UN), qui a obtenu 37 p. 100 des votes²⁵. Après les élections, le Parti humaniste de Roumanie (Partidul Uman din Romania — PUR) a quitté l'UN²⁶ pour se joindre à une coalition gouvernementale formée de l'ADA et de l'Union démocratique des Hongrois de Roumanie (Uniunea Democrata a Maghiarilor din Romania — UDMR)²⁷. L'ancien chef du Parti national libéral, Calin Popescu-Tariceanu, est le premier ministre²⁸.

Membres de la coalition au pouvoir

Partidul National Liberal ou PNL (Parti national libéral)

Les origines du PNL remontent à 1848 et sa création officielle, à 1875²⁹. Ce parti était inactif pendant le règne communiste, entre 1947 et 1989, mais il a refait surface en 1990³⁰. Le PNL est un parti de centre droit en faveur de la liberté politique, sociale et économique³¹. En 2002 et en 2003, ce parti a fusionné avec plusieurs groupes libéraux³². Le PNL est le principal membre de l'ADA, et il fait actuellement parti de la coalition au pouvoir³³. Le chef du PNL, Calin Popescu-Tariceanu, est devenu premier ministre de la Roumanie, mais il siège maintenant comme indépendant conformément à la constitution³⁴. Aux élections de 2004, le PNL a obtenu 28 sièges au Sénat et 64 sièges à la Chambre des députés (au total, l'Alliance justice et vérité a obtenu 49 sièges au Sénat et 112 sièges à la Chambre des députés)³⁵.

Partidul Democrat ou PD (Parti démocratique)

Le PD a officiellement été créé en 1993³⁶, bien qu'il soit une section de l'ancien Front du salut national (Frontul Salvării Nationale — FSN) qui a détenu le pouvoir après la mort de Ceausescu³⁷. Le PD est favorable à une économie de marché³⁸. Ce parti a été membre de plusieurs gouvernements de coalition³⁹ et il est membre de l'ADA depuis septembre 2003⁴⁰. Aux élections de 2004, le PD a obtenu 21 sièges au Sénat et 48 sièges à la Chambre des députés (au total, l'Alliance justice et vérité a obtenu 49 sièges au Sénat et 112 sièges à la Chambre des députés)⁴¹. Emil Boc est le chef de ce parti⁴². Son ancien chef, Traian Basescu⁴³, est l'actuel président de Roumanie⁴⁴.

Partidul Umanist din Romani ou PUR (Parti humaniste de Roumanie), aussi connu sous le nom de Partidul Conservator ou PC (Parti conservateur)

Le PUR a été créé en 1991⁴⁵. Politiquement parlant, ce parti affirme se situer entre le Parti social-démocrate (Partidul Social Democrat — PSD) et le Parti national libéral (Partidul National Liberal — PNL)⁴⁶. En 2000, le PUR s'est allié au PSD⁴⁷. En 2004, il s'est joint à la coalition appelée Union nationale (Uniunea Nationala — UN); toutefois, après les élections de 2004, le PUR a quitté l'UN pour rejoindre l'ADA, coalition au pouvoir⁴⁸. Aux élections de 2004, le PUR a obtenu 11 sièges au Sénat et 19 sièges à la Chambre des députés⁴⁹. En 2005, le PUR a changé son nom pour celui de Parti conservateur (Partidul Conservator — PC)⁵⁰. Dan Voiculescu est le chef du PC⁵¹.

Uniunea Democrata a Maghiarilor din Romania ou UDMR⁵² (Union démocratique des Hongrois de Roumanie), aussi connue sous le nom Uniunea Democrata Maghiara din Romania⁵³ ou UDMR)

L'UDMR a été créée en 1990 dans le but de faire progresser les droits de la minorité hongroise en Roumanie⁵⁴. Ce parti a dû faire face à l'opposition du Parti de la grande Roumanie (Partidul Romania Mare — PRM), de l'extrême-droite, qui a demandé son interdiction⁵⁵. Le parti est actuellement membre de l'ADA, coalition au pouvoir, et Bela Marko est le chef de l'UDMR⁵⁶. Aux élections de 2004, l'UDMR a obtenu 10 sièges au Sénat et 22 sièges à la Chambre des députés⁵⁷.

Autres partis représentés au Parlement

Parti social-démocrate (Partidul Social Democrat — PSD)

Le PSD est un successeur du Front du salut national (Frontul Salvării Naționale — FSN) et il a été officiellement créé lorsque le Parti démocrate social de Roumanie (Partidul Democraticei Sociale din România — PDSR) et le Parti social démocrate de Roumanie (Partidul Social Democrat Român — PSDR) ont fusionné en juin 2001⁵⁸. Le PSD appuie fermement la privatisation de l'industrie et l'adhésion à l'Union européenne (UE)⁵⁹. Ce parti a été une [traduction] « force dominante » de la scène politique⁶⁰. Aux élections de 2004, le Parti humaniste de Roumanie (Partidul Umanist din România — PUR) s'est joint au PSD pour former l'Union nationale (Uniunea Națională — UN)⁶¹. Toutefois, après les élections, le PUR a quitté l'UN pour se joindre à la coalition appelée Alliance justice et vérité (Alianța Dreptate și Adevăr — ADA), ce qui a relégué le PSD à l'opposition⁶². Aux élections présidentielles de 2004, Adrian Năstase, candidat de l'UN et ancien chef du PSD, a été défait de justesse⁶³. Aux élections législatives de 2004, le PSD a obtenu 46 sièges au Sénat et 113 sièges à la Chambre des députés⁶⁴. Mircea Geoană est le chef du PSD⁶⁵.

Parti de la grande Roumanie (Partidul România Mare — PRM)

Le PRM est un parti [traduction] « extrémiste nationaliste » fondé en 1991⁶⁶. Ce parti s'oppose aux droits particuliers accordés aux minorités ethniques, les Hongrois notamment, et appuie les intérêts nationalistes roumains⁶⁷. Le PRM est souvent associé à l'antisémitisme et son chef, Corneliu Vadim Tudor, a été accusé de défendre des [traduction] « opinions politiques extrémistes »⁶⁸. Aux élections de 2004, le PRM a obtenu 21 sièges au Sénat et 48 sièges à la Chambre des députés⁶⁹. En 2005, des signes laissaient croire que le parti, dirigé par l'ancien député Corneliu Ciocan, prenait un penchant plus modéré⁷⁰. M. Tudor a repris son poste de chef du parti et a forcé M. Ciocan à quitter le parti⁷¹. M. Ciocan est parti avec 16 députés du PRM pour créer un nouveau parti⁷²; le groupe Ciocan a 12 sièges à la Chambre des députés⁷³.

Parti de l'initiative nationale (Partidului Inițiativa Națională — PIN)

Ce parti est dirigé par Cozmin Gusa, ancien membre du Parti social-démocrate (Partidul Social Democrat — PSD)⁷⁴. À l'heure actuelle, ce parti détient trois sièges à la Chambre des députés⁷⁵.

Aucune information indiquant sur les groupes ou personnes qui détiennent les deux autres sièges de la Chambre des députés n'a pu être trouvée parmi les sources consultées par la Direction des recherches.

Minorités ethniques représentées à la Chambre des députés

Dans la Chambre des députés, 18 sièges sont réservés aux groupes ethniques minoritaires qui n'obtiennent pas le seuil minimum requis pour obtenir un siège selon la représentation proportionnelle⁷⁶. Après les élections de 2004, les groupes minoritaires étaient représentés par les partis suivants : Ligue associative des Albanais en Roumanie (ALAR), Association des Macédoniens de Roumanie (AMR), Communauté des Russes lipovans de Roumanie (CRLR), Fédération des communautés juives de Roumanie (FCER), Forum démocratique des Allemands de Roumanie (FDGR), Parti social-démocrate des Roms de Roumanie (PRSDR), Association des Italiens de Roumanie

(RO.AS.IT), Union des Arméniens de Roumanie (UAR), Union des Bulgares du Banat roumain (UBBR), Union des Croates de Roumanie (UCR), Union culturelle des Rutens de Roumanie (UCRR), Union démocratique des Slovaques et des Tchèques de Roumanie (UDSCR), Union démocratique turque de Roumanie (UDTR), Union démocratique des Tatars turcs musulmans de Roumanie (UDTTMR), Union hellénique de Roumanie (UER), Union des Polonais de Roumanie « Dom Polski » (UPR), Union des Serbes de Roumanie (USR), Union des Ukrainiens de Roumanie (UUR)⁷⁷.

Autres partis (qui n'ont pas atteint le seuil nécessaire aux élections de 2004 pour être représentés à l'assemblée législative)

Parti socialiste roumain (Partidul Socialist Roman — PSR)

Le PSR affirme être un successeur des anciens partis socialistes⁷⁸. Il a été officiellement créé en 1992 et il est devenu un parti parlementaire en 2002⁷⁹. Ion Ciuca est le chef du PSR⁸⁰.

Parti national des paysans chrétiens démocrates (Partidul National Taranesc Crestin si Democrat — PNTCD)⁸¹ aussi connu sous le nom de Parti national des paysans – chrétien-démocrate (Partidul National Taranesc-Cretin Democrat — PNT-CD)⁸²

Le PNTCD est un successeur du Parti national paysan fondé en 1869⁸³. Ce parti a été interdit en 1947 sous le régime communiste, mais il a refait surface en 1989, moment où il a refusé de travailler avec le Front du salut national (Frontul Salvării Nationale — FSN), car le FSN comptait beaucoup d'anciens communistes⁸⁴. Le PNTCD a connu un grand nombre de scissions et de fusions⁸⁵. Après avoir obtenu de piètres résultats aux élections de 2004, le PNTCD a fusionné avec l'Union pour la renaissance roumaine (Uniunea pentru Renasterea României — URR) et a créé le Parti populaire chrétien démocrate (Partidul Popular Crestin Democrat — PPCD) qui présente une plate-forme centriste⁸⁶. Marian Petre Milut est le chef de ce parti⁸⁷.

Parti de l'unité nationale roumaine (Partidul Unitatii Națiunii Române — PUNR)

Anciennement connu sous le nom de Parti roumain de l'unité nationale (Partidul Unitatii Naționale Române)⁸⁸, le PUNR a été fondé en 1990⁸⁹. Il s'agit d'un groupe [traduction] « nationaliste de droite » qui s'oppose aux droits particuliers de la minorité hongroise⁹⁰. Mircea Chelaru est le chef de ce parti⁹¹.

Fédération écologiste de Roumanie (Federatia Ecologista din Romania — FER)

La FER a été créée avant les élections de 1996⁹². Ce parti écologiste a fusionné avec le Mouvement écologiste de Roumanie (Miscarea Ecologista din Romania — MER) en 1998⁹³.

Parti écologiste roumain (Partidul Ecologist Roman — PER)

En 1996, le PER a obtenu des sièges au Sénat et à la Chambre des députés⁹⁴. En 2003, le PER a fusionné avec le Parti alternative verte-écologiste (Partidul Alternativa Verde-Ecologistii) et le Parti de la convention écologiste de Roumanie (Partidul Conventia Ecologista din Romania)⁹⁵. Corneliu Protopopescu est le chef du PER⁹⁶.

Parti travailliste roumain (Partidul Muncitoresc Roman — PMR)

Le PMR a été créé en 1995 par d'anciens communistes⁹⁷. Peu après, son changement de nom, pour devenir le Parti communiste roumain (PCR), a été rejeté par le gouvernement de Roumanie⁹⁸. En 2004, le PMR a créé le Parti de la gauche unie après s'être allié au Parti socialiste uni (Partidul Socialist Unit — PSU)⁹⁹. Ilie Neacsu est le chef du PMR¹⁰⁰.

Parti rom (Partida Romilor — PR)

Le PR représente la minorité rom de Roumanie et il est dirigé par Nicolae Paun¹⁰¹. En 2000, le PR détenait un siège destiné aux minorités à la Chambre des députés¹⁰².

Action populaire (Actiunea Populara — AP)

En 2003, des partisans de l'ancien président Emil Constantinescu ont créé l'AP¹⁰³. Le Parti populaire chrétien (Partidul Popular Crestin — PPC), issu en 2001 du PNTCD, s'est joint à l'AP¹⁰⁴. Emil Constantinescu est le chef de l'AP¹⁰⁵.

Parti du front démocrate de Roumanie (Partidul Frontul Democrat din Romania — PFDR)

Petre Roman, ancien premier ministre et ancien président du PD a créé le PFDR en 2003¹⁰⁶.

Parti nouvelle génération - chrétien démocrate (Partidul Noua Generatie - Crestin Democrat — PNG-CD)

Le PNG-CD est un successeur du Parti nouvelle génération (Partidul Noua Generatie — PNG) qui a été créé en 2000¹⁰⁷. George Becali, propriétaire d'une équipe de soccer, est le dirigeant du PNG-CD¹⁰⁸. En 2006, le PNG a changé son nom pour celui de PNG-CD¹⁰⁹.

Autres partis

Parti national chrétien démocrate (Partidul National Crestin Democrat, PNCD); Parti national paysan (Partidul National Taranesc, PNT); Parti de la réconciliation nationale (Partidul Reconcilierii National, PRN); Parti des pensionnés de Roumanie (Partidul Pensionarilor din Romania, PPR); Parti socialiste uni (Partidul Socialist Unit)¹¹⁰.

Partis interdits

Information non disponible dans les sources consultées.

4. GROUPES ARMÉS ET AUTRES ACTEURS NON ÉTATIQUES

Information non disponible dans les sources consultées.

5. PERSPECTIVES D'AVENIR

Même si le président Basescu a évité la destitution en 2007, il reste contesté par l'opposition qui détient la majorité au Parlement¹¹¹. Le président a donc demandé la démission des députés de l'opposition, mais il ne dispose d'aucun moyen légitime pour les obliger à partir¹¹². La Commission européenne souhaite que la victoire du président Basescu permette la poursuite des réformes anticorruption¹¹³; toutefois, les observateurs

affirment qu'il sera difficile pour le président Basescu d'aller de l'avant étant donné que [traduction] « la vieille garde se maintient au gouvernement »¹¹⁴. Certains analystes ont affirmé que la meilleure façon de résoudre le différend consiste à organiser des élections anticipées plutôt que d'attendre celles prévues à l'automne 2008¹¹⁵.

¹ XE.Com 15 mai 2007.

² Canada 9 juill. 2007.

³ *PHW 2007* oct. 2006, 1007.

⁴ *Ibid.*, 1007-1008.

⁵ *Ibid.*, 1008.

⁶ *Ibid.*, 1010; Europa 10 juin 2006, 3628.

⁷ *PHW 2007* oct. 2006, 1009.

⁸ *Ibid.*, 1010.

⁹ BBC 19 avr. 2007a; *PHW 2007* oct. 2006, 1010.

¹⁰ BBC 19 avr. 2007a; Europa 10 juin 2006, 3627.

¹¹ *Ibid.*

¹² BBC 19 avr. 2007a.

¹³ *PHW 2007* oct. 2006, 1010-1011.

¹⁴ *Ibid.*, 1011.

¹⁵ SeeNews 26 sept. 2006; Union of Councils for Soviet Jews. 5 janv. 2007.

¹⁶ EIU 13 avr. 2007.

¹⁷ *Ibid.* 26 févr. 2007.

¹⁸ RFE/RL 19 avr. 2007; BBC 14 mai 2007.

¹⁹ *Ibid.*

²⁰ *The Economist* 24 mai 2007.

²¹ BBC 20 mai 2007b.

²² *Ibid.* 20 mai 2007a.

²³ *PHW 2007* oct. 2006, 1011-1012.

²⁴ *Ibid.*, 1011.

²⁵ É.-U. 17 avr. 2007; *PHW 2007* oct. 2006, 1011.

²⁶ *Ibid.*, 1013.

²⁷ *Ibid.*, 1009, 1011.

²⁸ *Ibid.*, 1011.

²⁹ *Political Parties of the World*. 24 janv. 2005, 492.

³⁰ *Ibid.*

³¹ *Ibid.*

³² *PHW 2007* oct. 2006, 1012.

³³ É.-U. 17 avr. 2007.

³⁴ *PHW 2007* oct. 2006, 1006.

³⁵ *Ibid.*, 1016.

³⁶ *Political Parties of the World*. 24 janv. 2005, 490.

³⁷ *Ibid.*

³⁸ *PHW 2007* oct. 2006, 1013.

³⁹ *Political Parties of the World*. 24 janv. 2005, 490-491.

⁴⁰ *Ibid.*, 491.

⁴¹ *PHW 2007* oct. 2006, 1016.

⁴² *Ibid.*, 1013.

⁴³ *Ibid.*

⁴⁴ BBC 19 avr. 2007a.

⁴⁵ *Political Parties of the World* 24 janv. 2005, 491.

⁴⁶ *Ibid.*

⁴⁷ *PHW 2007* oct. 2006, 1013.

-
- 48 *Ibid.*
49 *Ibid.*, 1016.
50 *Ibid.*
51 *Ibid.*
52 *Ibid.*, 1013.
53 *Political Parties of the World* 24 janv. 2005, 492.
54 *Ibid.*
55 *Ibid.*
56 *PHW 2007* oct. 2006, 1013.
57 *Ibid.*, 1016.
58 *Ibid.*, 1013.
59 *Political Parties of the World* 24 janv. 2005, 494.
60 *Ibid.*
61 *PHW 2007* oct. 2006, 1014.
62 *Ibid.*
63 *Ibid.*
64 *Ibid.*, 1016.
65 *Ibid.*, 1014.
66 *Political Parties of the World* 24 janv. 2005, 491.
67 *Ibid.*
68 *Ibid.*
69 *PHW 2007* oct. 2006, 1016.
70 *Ibid.* 1014.
71 *Ibid.*
72 *Ibid.*
73 É.-U. 17 avr. 2007.
74 PIN s.d.
75 É.-U. 17 avr. 2007
76 *PHW 2007* oct. 2006, 1016.
77 Roumanie s.d.
78 *PHW 2007* oct. 2006, 1014.
79 *Ibid.*
80 *Ibid.*
81 *Ibid.*
82 *Political Parties of the World* 24 janv. 2005, 490.
83 *PHW 2007* oct. 2006, 1014-1015; *Political Parties of the World* 24 janv. 2005, 490.
84 *Ibid.*
85 *Ibid.*
86 *PHW 2007* oct. 2006, 1015.
87 PNTCD 14 mai 2007.
88 *PHW 2007* oct. 2006, 1015.
89 *Political Parties of the World* 24 janv. 2005, 493.
90 *Ibid.*
91 *PHW 2007* oct. 2006, 1016.
92 *Ibid.*
93 *Ibid.*
94 *Ibid.*
95 Europa 10 juin 2006, 3639; *PHW 2007* oct. 2006, 1016.
96 Europa 10 juin 2006, 3639; *PHW 2007* oct. 2006, 1016.
97 *Ibid.*
98 *Ibid.*
99 *Ibid.*
100 *Ibid.*
101 *Ibid.*
102 *Ibid.*

-
- ¹⁰³ *Ibid.*
¹⁰⁴ *Ibid.*
¹⁰⁵ *Ibid.*
¹⁰⁶ *Ibid.*
¹⁰⁷ *Ibid.*
¹⁰⁸ *Ibid.*
¹⁰⁹ *Ibid.*
¹¹⁰ *Ibid.*
¹¹¹ BBC 20 mai 2007b.
¹¹² *Ibid.*
¹¹³ *The Financial Times* 21 mai 2007.
¹¹⁴ *The Economist* 21 juin 2007.
¹¹⁵ *Ibid.* 24 mai 2007; BBC 20 mai 2007b.

RÉFÉRENCES

- British Broadcasting Corporation (BBC). 21 mai 2007. « Country Profile: Romania ». <http://news.bbc.co.uk/2/hi/europe/country_profiles/1057466.stm> [Date de consultation : 25 juin 2007]
- _____. 20 mai 2007a. « Press See Basecu Win as Clear Mandate ». <<http://news.bbc.co.uk/2/hi/europe/6673897.stm>> [Date de consultation : 25 juin 2007]
- _____. 20 mai 2007b. « Romania President Survives Vote ». <<http://news.bbc.co.uk/2/hi/europe/6665919.stm>> [Date de consultation : 25 juin 2007]
- _____. 14 mai 2007. Petru Clej. « Romanian Politics Mired in Abuse ». <<http://news.bbc.co.uk/2/hi/europe/6653681.stm>> [Date de consultation : 14 mai 2007]
- _____. 20 avril 2007. « Interim Romanian President Chosen ». <<http://news.bbc.co.uk/2/hi/europe/6576331.stm>> [Date de consultation : 14 mai 2007]
- _____. 19 avril 2007a. « Timeline: Romania ». <http://news.bbc.co.uk/2/hi/europe/country_profiles/1058027.stm> [Date de consultation : 10 mai 2007]
- _____. 19 avril 2007b. « Country Profile: Romania ». <http://news.bbc.co.uk/2/hi/europe/country_profiles/1057466.stm> [Date de consultation : 8 mai 2007]
- Canada. 9 juillet 2007. Banque du Canada. « Convertisseur de devises ». <<http://www.bank-banque-canada.ca/fr/taux/convertisseur.html>> [Date de consultation : 9 juill. 2007]

The Economist [Londres]. 21 juin 2007. « Doctor Who? ».
<http://www.economist.com/world/europe/displaystory.cfm?story_id=9370421>
[Date de consultation : 26 juin 2007]

_____. 24 mai 2007. « Losers Take All ».
<http://www.economist.com/world/europe/displaystory.cfm?story_id=9230273>
[Date de consultation : 25 juin 2007]

_____. 26 avril 2007. « A Captain Faces the Storm ».
<http://www.economist.com/world/europe/displaystory.cfm?story_id=9082866>
[Date de consultation : 14 mai 2007]

Economist Intelligence Unit (EIU). 26 avril 2007. « Romania's Scrappy Politics ».
<http://www.economist.com/daily/news/displaystory.cfm?story_id=9084743>
[Date de consultation : 14 mai 2007]

_____. 13 avril 2007. « Country Briefings Romania: Forecast ».
<<http://www.economist.com/countries/Romania/profile.cfm?folder=Profile-Forecast>> [Date de consultation : 8 mai 2007]

_____. 26 février 2007. « Romania Political Forces ».
<<http://www.economist.com/countries/Romania/profile.cfm?folder=Profile%2DPolitical%20Forces>> [Date de consultation : 14 mai 2007]

États-Unis (É.-U.). 17 avril 2007. Central Intelligence Agency (CIA). « Romania ».
The World Factbook. <<https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ro.html>> [Date de consultation : 8 mai 2007]

_____. Avril 2007. Department of State, Bureau of European and Eurasian Affairs. « Background Note: Romania ».
<<http://www.state.gov/r/pa/ei/bgn/35722.htm>>
[Date de consultation : 8 mai 2007]

_____. Décembre 2006. Library of Congress, Federal Research Division.
« Country Profile: Romania ». <<http://lcweb2.loc.gov/frd/cs/profiles/Romania.pdf>> [Date de consultation : 8 mai 2007]

Europa World Online. S.d. « Romania Defence ».
<<http://www.europaworld.com/entry/ro.is.65?ssid=1171882257&hit=4>>
[Date de consultation : 9 juill. 2007]

The Europa World Year Book 2006 (Europa 2006). 10 juin 2006. Vol. 2. « Romania ».
Londres : Routledge.

The Financial Times [Londres]. 21 mai 2007. Christopher Condon. « Romanian Leader

-
- Survives Vote ». <<http://www.ft.com/cms/s/2d6b602c-0737-11dc-93e1-000b5df10621.html>> [Date de consultation : 26 juin 2007]
- IFES ElectionGuide. S.d. <http://www.electionguide.org/search-results.php?type=&country=178&search_year=any&submitted=1&submit_x=47&submit_y=13&_dir=ASC&_orderby=order_date> [Date de consultation : 15 mai 2007]
- Mediafax. 24 octobre 2006. « Romania - Conscription Officially Ends ». (*Periscope Daily Defense News Capsules/Factiva*)
- Nations Unies. 2006. Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). « Romania ». *Human Development Report 2006*. <http://hdr.undp.org/hdr2006/statistics/countries/country_fact_sheets/cty_fs_ROM.html> [Date de consultation : 8 mai 2007]
- Partidul National Taranesc Crestin si Democrat (PNTCD). 14 mai 2007. « Discursul Presedintelui PNTCD, Marian Petre Milut Sustinut în Cadrul Sedintei Biroului Politic al PPE ». <<http://www.pntcd.ro/marian-milut/jurnal/2007-05-14/discurs/discursul-presedintelui-pntcd-marian-petre-milut-sustinut-in-cadrul-sedintei-biroului-pol>> [Date de consultation : 15 mai 2007]
- Partidului Initiativa Nationala (PIN). S.d. « Presedinte ». <<http://www.nip.ro/view.php?id=8290&PHPSESSID=025ddb705641923d121ee220858578aa>> [Date de consultation : 9 juill. 2007]
- Political Handbook of the World (PHW 2007)*. Octobre 2006. « Romania ». Sous la direction d'Arthur Banks, de Thomas Muller et de William Overstreet. Washington : CQ Press.
- Political Parties of the World*. 24 janvier 2005. 6th ed. « Romania ». Sous la direction de Bogdan Szajkowski. Londres : John Harper Publishing.
- Radio Free Europe/Radio Liberty (RFE/RL) [Prague]. 19 avril 2007. Eugen Tomiuc. « Romanian Parliament Suspends President ». <<http://www.rferl.org/features/>> [Date de consultation : 30 avr. 2007]
- _____. 23 octobre 2006. « Romania Ends Conscription ». <<http://www.rferl.org/featuresarticle/2006/10/07A43B93-BADF-42E8-8548-B3748741184D.html>> [Date de consultation : 9 mai 2007]
- Reporters sans frontières (RSF). 29 avril 2004. « Caught Between Old Habits and Democratic Strides: Romania at a Crossroads ». <http://www.rsf.org/article.php3?id_article=10092> [Date de consultation : 8 mai 2007]

Roumanie. 29 octobre 2003. *Constitution of Romania*.

<<http://www.cdep.ro/pls/dic/site.page?id=339&idl=2>>

[Date de consultation : 15 mai 2007]

_____. S.d. « Political Parties in the Chamber of Deputies ».

<<http://www.cdep.ro/pls/parlam/structura.fp?leg=2004&cam=2&idp=&poz=&idl=2>> [Date de consultation : 9 juill. 2007]

South East Europe Newswire (SeeNews). 26 septembre 2006. Vladimir Petrov.

« Analysis-Bulgaria and Romania: EU Membership under Monitoring ». (Factiva)

Transparency International (TI). 7 décembre 2006. *Global Corruption Barometer 2006*.

<http://www.transparency.org/policy_research/surveys_indices/gcb/2006>

[Date de consultation : 15 mai 2007]

_____. 6 novembre 2006. *Corruption Perceptions Index 2006*.

<http://www.transparency.org/news_room/in_focus/2006/cpi_2006__1/cpi_table> [Date de consultation : 15 mai 2007]

Union of Councils for Soviet Jews. 5 janvier 2007. Vol. 7, n° 1. « Romania, Bulgaria Join EU; Human Rights in Question ». *Bigotry Monitor* [Washington]

<<http://www.fsmonitor.com/>> [Date de consultation : 5 janv. 2007]

XE.com. 10 juillet 2007. « Universal Currency Converter ».

<<http://www.xe.com/ucc/convert.cgi>> [Date de consultation : 10 juill. 2007]

_____. 15 mai 2007. « Universal Currency Converter ».

<<http://www.xe.com/ucc/convert.cgi>> [Date de consultation : 15 mai 2007]